

Créée le 27 octobre 1990 par des étudiants par des étudiants en médecine, menés par Oumar Mariko et Kassoum Barry, l'AEEM (L'association des élèves et étudiants du Mali) est la principale organisation des étudiants au Mali. Il règne en maître sur les campus et défend les droits des étudiants auprès des autorités.

Sa devise « Oser lutter c'est oser vaincre, la lutte continue » est scandée par les différents membres de ses élections se font de façon démocratique pour tous les organes. Ses objectifs sont : la défense des intérêts matériels et moraux des élèves et étudiants du Mali, l'amélioration des conditions de vie et d'étude de ses membres et leur représentation par des délégations démocratiquement élues dans toutes les instances où leurs problèmes sont traités.

Depuis plusieurs années force est de constater que l'argent et le pouvoir a détourné l'AEEM de sa mission au point de violer ses propres objectifs et règlements. Les élections ne se font plus démocratiquement au sein de l'organisation étudiante. Le mode de désignation a complètement changé, les secrétaires généraux des comités sont élus et désignés selon la volonté des hommes déjà présents.

La faitière pour la défendre l'intérêt des élèves et étudiants du Mali est en effet devenue depuis en quelques années un vrai cauchemar pour les étudiants qui subissent toute sorte de violence de la part de la dite AEEM. Quiconque se met en travers de leurs chemins, qu'il soit étudiants, professeurs, administrateurs scolaires ou vigile est menacé voire agressé.

Ils ont transformé le milieu universitaire en mafia. La détention d'armes blanches (couteaux, coupe-coupe, machettes, ou autre, ou d'autres armes artisanales) est monnaie courante sur les campus. 1

Élections = violence sur les campus

Ces violences s'accroissent généralement à l'approche des élections pour nommer un secrétaire général à la tête de l'AEEM. L'AEEM s'est détournée au fil du temps de sa mission initiale pour devenir une organisation politique. Ses dirigeants des accointances avec ses premiers dirigeants devenus des hommes politiques.

Toutes ces violences sont dues aux nombreux avantages que l'association étudiante tire de la gestion des parkings et des chambres du campus. Les chefs de l'AEEM ont ainsi une main mise sur un petit pactole qu'ils gèrent à leur aise. Pas de compte à rendre aux militants.

L'organisation qui était à but non lucratif au départ est transformée en une vache laitière intarissable est devenue la source de la richesse des barons de l'association qui n'hésitent pas à user de tous les moyens pour avoir une place au sein de ladite association et cela même au détriment des intérêts de ceux qu'ils prétendent défendre.

Les membres de l'AEEM ont créé un système de domination dans le milieu universitaire sur les étudiants qui se manifeste par l'anxiété et la méfiance totale des étudiants à l'égard de l'AEEM qui n'hésite pas à s'en prendre violemment à eux si toutefois ils osent s'interposer face à leurs décisions ou intérêts personnels.

Pendant les inscriptions ils pillent les nouveaux étudiants en leur prenant plus que ce qu'ils doivent payer pour les inscriptions, les membres présents aux inscriptions exigent très souvent de l'argent à chaque service rendu aux étudiants.

Selon Dramane Tandina, étudiant en socio-anthropologie un camarade a été mis à tabac au tabac par l'AEEM juste pour avoir corrigé son responsable qui est nul en français.

Aussi certains hauts cadre de ce pays, politiques et anciens membres de l'AEEM n'hésitent pas à instrumentaliser la dite AEEM pour arriver à leurs fins, selon un témoin jusqu'à preuve du contraire certains anciens membres de l'AEEM ont pied dans sa gestion.

Selon le rapport du comité de gestion de la violence dans l'espace scolaire et universitaire publié en Novembre 2020. Entre 2015 et 2019, on note 350 cas de coups et blessures portés à des étudiants dans l'espace universitaire dont 280 recensés sur le seul campus de Badalabougou. Aussi, de 2017 à 2020, on a également dénombré 7 étudiants morts sur ce même campus. Ces violences meurtrières ont été commises par des étudiants contre leurs camarades le plus souvent lors des renouvellements de leurs bureaux. Cette organisation estudiantine, créée pour la défense des droits des élèves et étudiants, s'est transformée en un groupement armé qui sème la terreur dans l'espace scolaire et universitaire du Mali. Ses membres sont devenus de vrais maîtres des lieux où ils font régner leurs lois. Par exemple, ils possèdent des places attitrées dans les amphithéâtres que nul autre étudiant n'a le droit d'occuper, même si ces places devaient rester vides, ce qui arrive souvent, aucun autre étudiant n'a le droit de s'y installer en dehors des « maîtres des lieux ». Des investigations ont révélé que les revenus de l'AEEM sur les logements s'élèvent à 118 millions de F CFA annuellement sans compter ceux de la restauration et du parking.

Ces jeunes qui doivent prendre le relais pour la gestion de l'État n'ont aucun intérêt pour la formation académique, leur seul souci c'est la recherche du gain immédiat et facile.

Tous les Recteurs d'Universités et Doyens des Facultés se sont exprimés pour partager leurs analyses du problème et leurs témoignages sont assez édifiants. Ils ont souligné la nécessité d'aller vite dans l'action pendant que les temps sont favorables à une résolution définitive de la crise. En effet, l'AEEM est en position de faiblesse présentement car elle ne jouit pas d'une bonne presse auprès de l'opinion publique nationale.

Ils ont souligné que l'AEEM est aussi de mèche avec des opérateurs économiques véreux pour entraîner les facultés dans des contrats de location faramineux en la défaveur des universités pour des ristournes.

A en croire le recteur d'une faculté dont nous tairons le nom, lorsqu'on appelle les parents des étudiants en cas de violences meurtrières, on s'aperçoit que ces derniers ignorent les agissements de leurs enfants à l'Université. Ils sont étonnés d'apprendre que ceux-ci sont impliqués dans des actions de violence.

Un responsable de structure frustré par la décision d'un premier Ministre de restituer la gestion des parkings à l'AEEM après celle responsabilisant les secrétaires principaux de l'administration par un Ministre de l'enseignement supérieur (2012-2013) a contribué à affaiblir davantage les gestionnaires des universités.

Suite aux échecs de toutes les tentatives de résolution et particulièrement avec la recrudescence préoccupante de la violence, les recteurs et doyens ont organisé une conférence de presse au cours de laquelle une déclaration a été lue. Cette déclaration devrait être remise aux plus hautes autorités.

Par Mahamane Tounkara

<https://sahel.news/2021/12/24/laem/>